



**PRIÈRE**

**TREIZE HEURES TRENTE**

M<sup>me</sup> la *ministre* STEFANSON dépose le rapport annuel du bureau du médecin légiste en chef (*Loi sur les enquêtes médico-légales*) pour l'exercice qui s'est terminé le 31 décembre 2015.

(Document parlementaire n° 14)

---

M<sup>me</sup> CLARKE, *ministre des Relations avec les Autochtones et les municipalités*, fait une déclaration au sujet du 1<sup>er</sup> anniversaire de la Commission de vérité et réconciliation du Canada.

M. KINEW et, avec le consentement de l'Assemblée, M<sup>me</sup> KLASSEN font des observations sur la déclaration.

---

Conformément au paragraphe 27(1) du *Règlement*, MM. JOHNSON et SELINGER, M. le *ministre* PEDERSEN ainsi que M<sup>mes</sup> MORLEY-LECOMTE et KLASSEN font des déclarations de député.

---

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. le *ministre* FRIESEN demandant à l'Assemblée d'approuver la politique budgétaire générale du gouvernement.

La motion principale fait l'objet d'une motion d'amendement proposée par M<sup>me</sup> MARCELINO (Logan) portant qu'elle soit amendée par substitution, au passage qui vient après « l'Assemblée », de ce qui suit :

déplore qu'en présentant le présent budget, le gouvernement provincial délaisse les priorités de la population manitobaine étant donné :

- a) qu'il n'a pas précisé la définition de « travailleur de première ligne » et qu'il n'a pas indiqué quels services seront protégés;
- b) qu'il n'a pas rendu publics, de manière ouverte et transparente, les résultats des examens des dépenses engagées par l'ensemble du gouvernement auprès du secteur privé;
- c) qu'il n'a pas garanti aux vaillants travailleurs du Manitoba que la vérification d'optimisation qu'il mènera n'entraînera pas de pertes d'emplois;

- d) qu'il n'a pas abordé les difficultés salariales des familles à faible revenu du Manitoba en refusant d'augmenter le salaire minimum et d'aider les familles qui vivent dans la pauvreté;
- e) qu'il n'a pas affecté d'autres ressources à la création des places en garderie dont ont besoin les familles manitobaines;
- f) qu'il ne s'est pas engagé à mettre en place un programme complet d'apprentissage précoce;
- g) qu'il n'a pas fait face aux besoins des personnes handicapées;
- h) qu'il ne s'est pas engagé à fournir les ressources nécessaires pour faire suite aux recommandations de la Commission de vérité et réconciliation du Canada;
- i) qu'il n'a pas fourni de l'aide communautaire et professionnelle aux nouveaux immigrants de la province;
- j) qu'il n'a pas su faire progresser les initiatives pour le nord du Manitoba;
- k) qu'il n'a pas préservé les services d'aide et de soutien dont ont besoin les aînés et les Manitobains à revenu moyen;
- l) qu'il n'a offert aucune nouvelle aide pour rendre les collectivités plus sécuritaires,

et qu'il ait, de ce fait, perdu la confiance de l'Assemblée et de la population du Manitoba.

La motion d'amendement fait l'objet d'une motion de sous-amendement proposée par M. GERRARD portant qu'elle soit amendée par adjonction, après l'alinéa l), de ce qui suit :

- m) qu'il ne s'est pas engagé à aborder les causes fondamentales des problèmes de dépendance aux médicaments d'ordonnance, à l'alcool et aux drogues illicites qui touchent nos collectivités;
- n) qu'il ne s'est pas engagé à éliminer les frais de transport en ambulance facturés aux personnes âgées à faible revenu;
- o) qu'il ne s'est pas engagé à établir de comités de justice pour la jeunesse;
- p) qu'il ne s'est pas engagé à agir immédiatement pour raccourcir le temps d'attente dans les salles d'urgence;
- q) qu'il ne s'est pas engagé à maintenir la cohésion des familles et à réduire le nombre d'enfants qui sont confiés aux Services à l'enfant et à la famille;
- r) qu'il ne s'est pas engagé à fournir les ressources nécessaires pour établir une unité spécialisée en AVC;
- s) qu'il ne s'est pas engagé à fournir les ressources ni un plan visant à éliminer les longues listes d'attente des garderies au Manitoba;
- t) qu'il ne s'est pas engagé à équilibrer le budget d'ici quatre ans;

## Jeudi 2 juin 2016

---

- u) qu'il ne s'est pas engagé à consacrer des ressources suffisantes pour protéger la santé du lac Winnipeg;
- v) qu'il ne s'est pas engagé à réduire le coût des médicaments sur ordonnance que doivent payer les personnes âgées à faible revenu;
- w) qu'il ne s'est pas engagé à prendre des mesures immédiates contre l'épidémie de diabète;
- x) qu'il ne s'est pas engagé à régler la question du coût élevé des aliments dans les communautés éloignées du Nord;
- y) qu'il ne s'est pas engagé à achever l'aménagement de la route située du côté est du lac Winnipeg,

Le débat se poursuit sur le sous-amendement.

M. KINEW, M. le *ministre* FIELDING, M<sup>me</sup> LAMOUREUX, M. SMOOK, M<sup>me</sup> FONTAINE, MM. LAGASSÉ, MARCELINO (Tyndall Park) et CURRY ainsi que M<sup>me</sup> KLASSEN interviennent. M. BINDLE exerce son droit de parole jusqu'à 17 heures et le conserve pour la reprise du débat.

---

L'Assemblée convient à l'unanimité, pour l'après-midi du mardi 14 juin 2016, de renoncer aux demandes de vérification du quorum.

---

L'Assemblée convient à l'unanimité, pour l'après-midi du mardi 14 juin 2016, de différer jusqu'au 15 juin 2016 la tenue de votes consignés.

---

La séance est levée à 17 heures, et l'Assemblée ajourne ses travaux à demain, 10 heures.

La présidente,

Myrna Driedger